

Les stratégies imaginées dans le Plan saisissent des opportunités qui se présentent au niveau du Pays comme la prise en compte de la nutrition dans le Document de Stratégie de Réduction de la pauvreté (DSRP III, 2013-2015), le Plan National d'Investissement dans l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (PNIASA/NAFSIP 2010- 2015) et le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS).

En raison de l'état d'urgence sanitaire face à l'épidémie du virus Ebola dans le pays au cours du mois suivant la fin de la Route, les activités de suivi et mise en œuvre des actions du Plan sont actuellement suspendues.

Équipe de Guinée:

Dr. DAFFE Mamady, Point Focal SUN, Chef Division Alimentation & Nutrition, Ministère de la Santé

Email : drdaffe@yahoo.fr Tél: +224 622 52 2681

CONDE Mory, Vice- Président, Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG)

Email : conde2887@yahoo.fr Tél : (+224) 622 15 14 75

KONAN Nathalie, Coordinatrice Nationale, Conseil Nationale de Sécurité Alimentaire, Ministère de l'Agriculture

Email : nathaliekonan98@yahoo.fr



Procasur



GUINÉE CONAKRY

Plan d'Action : Feuille de Route pour l'Alignement des Partenaires

Route d'Apprentissage, 26 Mai- 01 Juin, Sénégal

La Route d'Apprentissage, organisée conjointement par le Secrétariat du Mouvement SUN (Scaling up Nutrition, Renforcement de la Nutrition), la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) et la Corporation PROCASUR, a eu lieu au Sénégal du 26 Mai au 1er Juin 2014, et y ont participé des membres des plateformes nationales et multi-acteurs SUN de 7 pays: le Bénin, le Burundi, le Ghana, la Guinée Conakry, le Niger, la Sierra Leone et le Pérou. Une fois la Route terminée, chaque équipe pays a formulé un Plan d'Action, basé sur les apprentissages et leçons tirées de l'expérience sénégalaise en ce qui concerne la lutte contre la malnutrition, afin d'adopter les bonnes pratiques et les solutions novatrices apprises au Sénégal et ainsi renforcer les stratégies et les initiatives en faveur de la nutrition actuellement en vigueur dans leur pays d'origine.

La fiche suivante présente le Plan d'Action élaboré par la délégation de Guinée. L'objectif est de donner un aperçu du contexte du pays et présenter les stratégies et les activités proposées dans le Plan.

Quel est l'objectif du Plan d'Action?

L'objectif principal du Plan d'Action est d'éradiquer la sous-alimentation et de faire reculer la malnutrition ainsi que leurs conséquences économiques et socio-sanitaires. Le plan portera sur la responsabilisation communautaire, à travers du transfert de compétences et de moyens aux collectivités ainsi que la mise en place d'un système de surveillance et de collecte de données.



Procasur

Quel est le contexte de mise en œuvre du Plan ?

La Guinée fait partie du Mouvement SUN depuis 2013. Afin de coordonner la gestion de la lutte contre la malnutrition aiguë au sein des centres de réhabilitation nutritionnelle, des centres de santé intégrés et des hôpitaux nationaux, la Division de l'Alimentation et de la Nutrition a été créée et basée au Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique. À la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë s'ajoute d'autres initiatives telles que: l'initiative de 1000 jours par le Ministère de la Santé et le PAM ; la lutte intégrée contre la malnutrition chronique par les Ministères de la Santé, de l'Agriculture et la FAO; la supplémentation en Vitamine A des enfants de 6 à 59 mois par le Ministère de la Santé, l'UNICEF et HKI ; la prise en charge nutritionnelle des personnes affectées par le VIH par le Ministère de la Santé, le CNLS et le PAM ; le programme de dépistage communautaire de la malnutrition par le Ministère de la Santé, l'UNICEF, le PAM et la Communauté et l'alimentation scolaire par les Ministères de la Santé, de l'Education, des Affaires Sociales et le PAM.

En Guinée, le taux de malnutrition aiguë est de 10% ; 31 % des enfants souffrent de malnutrition chronique, 10 % sont émaciés et environ 18 % présentent une insuffisance pondérale (INSMP, et al. 2012). L'anémie est aussi un problème de santé publique, car 77 % des enfants de moins 5 ans en sont atteints (INSMP, et al. 2012).

Actions du Plan liées aux Objectifs et Résultats Attendus

Objectif : Améliorer le leadership et la gouvernance contre la sous-alimentation et la malnutrition.

Actions:

- Élaborer un plan intégré de communication ;
- Transférer des compétences et des moyens aux collectivités déconcentrées et aux communautés locales de base.

Résultat attendu : Obtenir une meilleure responsabilisation des communautés à travers du transfert de compétences et la mise en place un système durable de motivations des agents communautaires.

Objectif : Atteindre, d'ici 2017, la couverture géographique universelle : des interventions essentielles de prévention de la MAS maternelle et infantile, du surpoids et de l'obésité; et de la prise en charge holistique de la malnutrition et des carences en micronutriments.

Actions :

- Renforcer la nutrition dans le continuum de soins des 1000 jours ;
- Promouvoir les cultures maraîchères, des variétés riches en micronutriments et l'élevage des espèces à cycle court ;
- Fortifier les aliments en micronutriments.

Résultat attendu: Obtenir une meilleure responsabilisation des communautés à travers du transfert de moyens pour la mise en œuvre d'activités en faveur de la nutrition.

Objectif : Mettre en place un partenariat responsable grâce aux principes de multisectorialité, décentralisation, intégration, équité et respect des droits de l'homme.

Actions :

- Plaidoyer auprès des autorités et de l'assemblée nationale pour la création d'une ligne budgétaire pour la nutrition ;
- Renforcer les plateformes multisectorielles multi-acteurs ainsi que les autres parties prenantes impliquées : Unicef, Pam, OMS, FAO, TDH, HKI, ACF, la société civile, le secteur privé, et autres Départements Ministériel.

Résultat attendu: Renforcer la plateforme multisectorielle avec l'implication de toutes les parties prenantes ainsi que la communauté et impliquer les élus locaux et l'assemblée nationale aux problèmes de nutrition et l'état dans le financement d'activités de nutrition.